

Paris, le 24 février 2021

## NON À LA MISE EN PLACE D'UNE RÉFORME BÂCLÉE DES IUT

Les IUT subissent actuellement une réforme en profondeur, avec la suppression de leur diplôme, le DUT, remplacé par une licence professionnelle. Aux délais trop contraints et aux défauts de conception s'est ajoutée la situation catastrophique des conditions de travail des personnels et des conditions d'études des étudiant-es en cette période de pandémie. Cette réforme a donc inévitablement pris énormément de retard.

Les demandes répétées de repousser sa mise en application, venant tout à la fois des collègues et des associations professionnelles et de syndicats dont le SNESUP-FSU, ont été ignorées. Ces demandes prennent maintenant la forme d'alertes, face auxquelles le ministère reste sourd et l'ADIUT (Assemblée des directeurs des IUT) muette.

Le SNESUP-FSU rappelle qu'il défend une Licence universitaire technologique (LUT) qui permette la double finalité, poursuite d'étude et insertion professionnelle, à travers un arrêté propre à ce diplôme de manière à préserver un socle disciplinaire prépondérant, ce que le ministère a tendance à délaissier. Le SNESUP-FSU est contre l'assimilation de diplômes d'établissements intitulés *bachelor* à un diplôme national, par le choix pour celui-ci du nom d'usage "*bachelor* universitaire de technologie" (BUT).

Les collègues ont dénoncé cette mort programmée du DUT qui a fait ses preuves depuis plus de 50 ans avec une insertion professionnelle ou une poursuite d'études réussie. Ils veulent continuer à être garant-es de la qualité des diplômes délivrés dans les IUT. C'est la raison pour laquelle ils et elles souhaitent avoir plus de temps pour faire évoluer le DUT dans un sens qui soit favorable aux étudiant-es, en maintenant un programme pédagogique national qui permet d'assurer l'homogénéité des formations ou qu'elles soient dispensées.

Alors que la formation est censée débiter dans sept mois, de nombreuses questions ne sont pas encore résolues : quid des moyens pour effectuer une année supplémentaire lorsqu'elle n'existait pas avant ? *Quid* des matières et approches pédagogiques qui s'intègrent difficilement dans l'approche par compétence, imposée de manière autoritaire et dogmatique, alors que leur intérêt est indiscutable ? *Quid* de la rétribution des collègues face à l'amplification des projets de toute nature, dont les projets tutorés, et des suivis personnalisés des étudiant-es ? *Quid* des Licences Pro des IUT, et de l'intégration des BTS à ce niveau ? *Quid* des poursuites d'études, notamment celles qui se faisaient à Bac+2 ? Et tout simplement, *quid* des programmes qui ne sont toujours pas prêts ? Preuve de la panique : si le changement de nom est acté et la formation disponible sur Parcoursup, la structure et les contenus sont encore en discussion dans la Commission consultative nationale des IUT (CCN-IUT) et les Commissions de programmes nationaux (CPN).

Jamais nous n'avons été aussi en retard et dans le flou. Malgré ça, la CCN-IUT et l'ADIUT poussent urgemment pour ajouter encore des cadrages supplémentaires, dont le rapport à nos missions est de plus en plus distendu. Cette pléthore de nouvelles contraintes, telles que les situations d'apprentissage et d'évaluation (SAE) et le portfolio, est construite sans visibilité sur l'ensemble du cursus et en repoussant systématiquement les détails concrets de mise en œuvre, au point qu'on puisse aujourd'hui douter de leur réalisme.

En cette période déjà difficile, c'est objectivement l'impossible qu'on demande aux collègues. Acteurs principaux de la mise en place des contenus, des méthodes pédagogiques et des processus d'évaluation des étudiant·es, ils et elles doivent désormais être entendu·es. Comme l'ensemble de la communauté universitaire, ils/elles sont épuisé·es et ne souhaitent pas avoir à choisir entre leur santé, l'encadrement des étudiant·es eux/elles aussi affecté·es, la mise en place du BUT 1 et la réflexion à conduire encore au moins deux ans sur l'élaboration des 2<sup>e</sup> puis 3<sup>e</sup> années de ce nouveau diplôme. Il s'agit donc maintenant d'arrêter les frais et de privilégier la préparation de la rentrée de manière sereine pour accueillir les futur·es bachelier·es-nouvelle-réforme dans les meilleures conditions possibles, plutôt que de continuer dans la conception effrénée d'une réforme qui a atteint une complexité et un retard sans précédent. Les collègues, acteurs/trices principaux/ales de la mise en place des contenus, des méthodes pédagogiques et processus d'évaluation des étudiant·es doivent désormais être entendu·es.

**Le SNESUP-FSU a dès le départ demandé le report de cette réforme. Il appelle donc les collègues à ne pas remonter leurs travaux à la CCN-IUT et aux CPN. Dans l'intérêt des étudiant·es, il appelle les collègues à aménager les programmes pour la rentrée 2021 en se rapprochant le plus possible de l'existant, c'est-à-dire de leur DUT. Participer à toute forme de cadrage supplémentaire mettrait en danger la formation dans les IUT, et il nous faut donc fermement le refuser. ■**

**SUIVEZ-NOUS !**



**[SNESUPFSU](#)**



**[@SNESUPFSU](#)**

**SNESUP-FSU – 78 rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris  
Tél. : 01 44 79 96 10 – [sg@snesup.fr](mailto:sg@snesup.fr) – [www.snesup.fr](http://www.snesup.fr)**